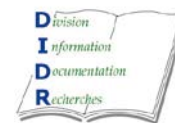


22 mars 2016



Les mutilations génitales féminines (MGF)

Résumé

Cadre législatif et conventionnel relatif à la pratique des MGF au Yémen ; taux de prévalence et typologie des pratiques

Abstract

Legislative and contractual framework on Female genital mutilation (FGM) in Yemen; prevalence and typology of practices

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Cadre législatif et conventionnel

Le 30 mai 1984, le Yémen a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Le pays a toutefois émis des réserves quant à l'article 29 (1) qui dispose que les différends entre les États parties concernant l'interprétation de la Convention sont susceptibles d'être soumis à la Cour internationale de Justice (CIJ)¹. Il n'a par ailleurs pas adopté le protocole additionnel facultatif à cette même Convention², qui instaure deux procédures, dont : « une première permettant à des particuliers ou des groupes de particuliers de présenter des communications alléguant des violations des droits énoncés dans la Convention », et une seconde autorisant le Comité à « ouvrir une enquête sur des situations présentant des violations graves ou systématiques des droits protégés » par la CEDEF³.

Selon la Constitution du Yémen, la charia (loi islamique) demeure la source de toute la législation, et de nombreuses lois, dont celle sur le statut personnel, le Code pénal et la Loi sur la citoyenneté et le droit de la preuve contiennent des dispositions discriminatoires à l'égard des femmes⁴.

En 1991, le pays a ratifié la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE)⁵. En revanche, la législation nationale ne contient aucune mention relative aux mutilations génitales féminines (MGF), qui ne sont pas prohibées⁶ ; un décret ministériel du 9 janvier 2001 interdit leur pratique dans les établissements de soins de santé⁷, mais un projet de loi visant à leur pénalisation été rejeté par le Parlement en 2008⁸.

En 2013, l'interdiction des MGF a été de nouveau débattue lors de la Conférence de dialogue national rassemblant les différents représentants politiques et secteurs de la société en vue de l'élaboration d'une nouvelle Constitution. En avril 2014, un projet de loi interdisant leur pratique et prévoyant des amendes et peines de prison pour les contrevenants, a été soumis à un examen ministériel. Mais en février 2015, ce projet était toujours pendant⁹.

¹ United Nations, Treaty Collection, Chapter IV: Human Rights, *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*; Jane Muthumbi, Joar Svanemyr, Elisa Scolaro, Marleen Temmerman, Lale Say, "Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen", *African Journal of Reproductive Health*, Vol 19, N°3, 2015 ; UNICEF, Yemen, MENA Gender Equality Profile, *Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011.

² United Nations, Treaty Collection, Chapter IV: Human Rights, *Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*.

³ Réussir l'égalité femmes-hommes, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes-CEDEF/CEDAW*, Extraits de l'article de Françoise Gaspard pour la revue *Historiens et Géographes*, n.d., *op. cit.*

⁴ Freedom House, *Freedom in the World, Country Report, Yemen*, 2013 ; UNICEF, Yemen, MENA Gender Equality Profile, *Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011.

⁵ UNICEF, Yemen, MENA Gender Equality Profile, *Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011.

⁶ Jane Muthumbi, Joar Svanemyr, Elisa Scolaro, Marleen Temmerman, Lale Say, "Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen", *African Journal of Reproductive Health*, Vol 19, N°3, 2015; Social Institution & Gender Index (SIGI), *Yemen*, 2014 ; US Department of State, *2012 Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2012; UNICEF, Yemen, MENA Gender Equality Profile, *Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011.

⁷ Jane Muthumbi, Joar Svanemyr, Elisa Scolaro, Marleen Temmerman, Lale Say, "Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen", *African Journal of Reproductive Health*, Vol 19, N°3, 2015; US Department of State, *Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2014; Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Yémen : information sur le statut de la femme au Yémen; information indiquant si une femme menacée de violence conjugale peut solliciter la protection de l'État ou une autre forme de protection (2001-juill. 2004)*, 03/08/2004.

⁸ Social Institution & Gender Index (SIGI), *Yemen*, 2014.

⁹ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

Depuis 2014, le Yémen a adhéré à la deuxième phase (2014-2017) du programme mondial mené conjointement par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) depuis 2007 et visant à éliminer les MGF¹⁰. Les progrès en matière de législation restent toutefois très lents, les motions demandant un changement de la législation étant régulièrement rejetées par le Parlement¹¹. En l'absence d'un gouvernement fonctionnel, le projet de nouvelle constitution, intégrant des dispositions visant à interdire les mutilations génitales féminines, n'a en outre pas vu le jour¹².

2. Typologie de la pratique

Au Yémen, la pratique des MGF s'inscrit dans une tradition religieuse et culturelle anciennes, selon laquelle seules les filles excisées sont considérées comme « pures » et aptes au mariage. Les MGF étant généralement considérées comme une « norme sociale », leur abandon est rendu difficile, les parents contrevenants s'exposant en outre au risque d'être rejetés socialement¹³.

Depuis de nombreuses années, le taux de prévalence des MGF est globalement constant. En 2015, il était estimé par l'ONG Human Rights Watch à 19% chez l'ensemble de la population féminine¹⁴, alors qu'en 2013, selon l'UNICEF, il s'élevait à 23% chez les femmes âgées de 15 à 49 ans¹⁵.

Ce taux varie en outre considérablement en fonction de l'appartenance religieuse¹⁶. Les MGF ne sont généralement pas pratiquées chez les chiites zaidites, qui représentent environ un tiers de la population yéménite et sont essentiellement implantés dans le nord. En revanche, elles sont considérées comme une obligation religieuse par certains chefs religieux sunnites de l'école chaféite, tandis que ceux appartenant aux écoles sunnites hanafite et malikite la considèrent comme optionnelle ou ne la pratiquent pas du tout¹⁷.

Le taux de prévalence des MGF est également fortement disparate selon les régions. Alors que les MGF sont pratiquement inexistantes dans certaines régions, dans d'autres elles atteignent près de 84%¹⁸. Elles sont en outre moins pratiquées dans les régions montagneuses, du plateau et du désert¹⁹ que dans la région littorale²⁰. Elles sont plus particulièrement ancrées dans l'est, le nord-est et l'ouest du pays²¹, et plus spécifiquement dans une dizaine de régions, parmi lesquelles Hodeida (Hudayda), Aden, Al-Mahrah (Mahara), Hadramaut (Hadramawt) ; dans ces deux dernières régions, le

¹⁰ Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), *Le Programme conjoint sur les mutilations génitales féminines/l'excision*, n.d.

¹¹ UNICEF, *Lutter contre l'excision*, n.d.

¹² Human Rights Watch (HRW), *Yémen, Événements de 2015, Rapport mondial*, 2016

¹³ UNICEF, *Lutter contre l'excision*, n.d. *op. cit.*

¹⁴ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

¹⁵ Reliefweb (UNICEF), *Mutilations génitales féminines/excision: aperçu statistique et étude de la dynamique des changements*, 2013.

¹⁶ UNICEF, *Les MGF : fiche pays Yemen*, 1997.

¹⁷ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ UNICEF, *Les MGF : fiche pays Yemen*, 1997.

²⁰ US Department of State, *Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2014; UNICEF, *Les MGF : fiche pays Yemen*, 1997.

²¹ Organisation mondiale de la Santé (OMS), *Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes. Les mutilations génitales féminines*, 2012.

pourcentage de filles et de femmes ayant subi des MGF pouvait dépasser 96% selon l'UNICEF²².

Contrairement à la plupart des autres pays, au Yémen les taux de prévalence les plus élevés sont enregistrés chez les femmes ayant un plus haut niveau d'études²³. La pratique des MGF est également plus répandue en milieu urbain²⁴.

Selon Human Rights Watch, 89% des femmes sont mutilées dans la première année de naissance, dont 93% durant le premier mois²⁵, et 85% au cours de la première semaine de naissance selon l'UNICEF²⁶. Dans 83% des cas, il s'agit de MGF de type 2, à savoir d'excisions consistant en l'ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres²⁷.

Les personnes pratiquant les MGF sont généralement des femmes d'origine rurale, souvent âgées, initiées à cette pratique par leurs mères ou leurs grand-mères, et qui la transmettent à leur tour à leur descendance féminine²⁸. Les MGF peuvent également être pratiquées par des accoucheuses traditionnelles, des parents, des médecins, des infirmières ou des sages-femmes²⁹. En dépit du décret du ministériel du 9 janvier 2001, elles continueraient en outre d'avoir lieu dans les établissements de soins de santé privés³⁰. La majorité est cependant pratiquée au domicile de l'enfant³¹.

²² UNICEF, *Lutter contre l'excision*, n.d ; Social Institution & Gender Index (SIGI), *Yemen*, 2014.

²³ UNICEF, *Les MGF : fiche pays Yemen*, 1997.

²⁴ Social Institution & Gender Index (SIGI), *Yemen*, 2014.

²⁵ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

²⁶ Edith M. Lederer, « Au moins 200 millions de victimes de l'excision dans le monde, dit l'UNICEF », *Huffington Post*, 04/02/2016.

²⁷ US Department of State, *Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2014.

²⁸ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

²⁹ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015.

³⁰ Social Institution & Gender Index (SIGI), *Yemen*, 2014 ; UNICEF, *Yemen, MENA Gender Equality Profile, Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011; Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Yémen : information sur le statut de la femme au Yémen; information indiquant si une femme menacée de violence conjugale peut solliciter la protection de l'État ou une autre forme de protection (2001-juill. 2004)*, 03/08/2004.

³¹ Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015 ; US Department of State, *Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2014.

Bibliographie

[Sites consultés le 18 mars 2016]

Législation

Social Institution & Gender Index (SIGI), Yemen, 2014

<http://www.genderindex.org/country/yemen>

United Nations, Treaty Collection, Chapter IV: Human Rights, *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*

https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&lang=en

United Nations, Treaty Collection, Chapter IV: Human Rights, *Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8-b&chapter=4&lang=fr

Réussir l'égalité femmes-hommes, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes-CEDEF/CEDAW*, Extraits de l'article de Françoise Gaspard pour la revue *Historiens et Géographes*, n.d.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/Mission_egalite_entre_les_filles_et_les_garcons/77/3/La_Convention_CEDEF_336773.pdf

Rapports

Institutions nationales

US Department of State, *Country Reports on Human Rights: Yemen*, 2014

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2014&dliid=236630#wrapper>

Canada: Immigration and Refugee Board of Canada, *Yémen : information sur le statut de la femme au Yémen; information indiquant si une femme menacée de violence conjugale peut solliciter la protection de l'État ou une autre forme de protection (2001-juill. 2004)*, 03/08/2004,

<http://www.refworld.org/docid/42df61c911.html>

Organisations internationales gouvernementales

Reliefweb (UNICEF), *Mutilations génitales féminines/excision: aperçu statistique et étude de la dynamique des changements*, 2013

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Mutilations%20genitales%20femini nes%20excision.pdf>

Organisation mondiale de la Santé (OMS), *Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes. Les mutilations génitales féminines*, 2012

http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/86242/1/WHO_RHR_12.41_fre.pdf

UNICEF, Yemen, MENA Gender Equality Profile, *Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*, 2011

<http://www.unicef.org/gender/files/Yemen-Gender-Eqaulity-Profile-2011.pdf>

UNICEF, *Les MGF : fiche pays Yémen*, 1997
http://www.childinfo.org/files/Yemen_FGC_profile_French.pdf

UNICEF, *Lutter contre l'excision*, n.d
<https://www.unicef.ch/fr/nous-aidons-ainsi/programmes/lutter-contre-lexcision>

Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), *Le Programme conjoint sur les mutilations génitales féminines/l'excision*, n.d.
<http://www.unfpa.org/fr/le-programme-conjoint-sur-les-mutilations-g%C3%A9nitaless-f%C3%A9mininesl%E2%80%99excision>

ONG

Human Rights Watch (HRW), *Yémen, Événements de 2015, Rapport mondial*, 2016
<https://www.hrw.org/fr/world-report/2016/country-chapters/285677>

Human Rights Watch (HRW), *Human Rights Watch Submission to the CEDAW Committee on Yemen's Periodic Report, 62th session*, février 2015
https://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/2015_HRW%20CEDAW%20Submission_Yemen.pdf

Human Rights Watch (HRW), *Yémen : La nouvelle constitution devrait protéger les droits des femmes*, 18/09/2013
<https://www.hrw.org/fr/news/2013/09/18/yemen-la-nouvelle-constitution-devrait-protoger-les-droits-des-femmes>

Freedom House, *Freedom in the World, Country Report, Yemen*, 2013
<http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/yemen#.UwJvzkJdVvE> -

Articles

Articles scientifiques

Jane MUTHUMBI, Joar SVANEMYR, Elisa SCOLARO, Marleen TEMMERMAN, Lale SAY, "Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen", *African Journal of Reproductive Health*, Vol 19, N°3, 2015
<http://www.ajol.info/index.php/ajrh/article/view/124907/114424>

Articles des médias

Amina, « Contre l'excision, le 6 février 2016 », 05/02/2016
<http://www.amina-mag.com/contre-lexcision-le-6-fevrier-2016/>

Edith M. Lederer, « Au moins 200 millions de victimes de l'excision dans le monde, dit l'UNICEF », *Huffington Post*, 04/02/2016
http://quebec.huffingtonpost.ca/2016/02/04/excisions- n_9164472.html